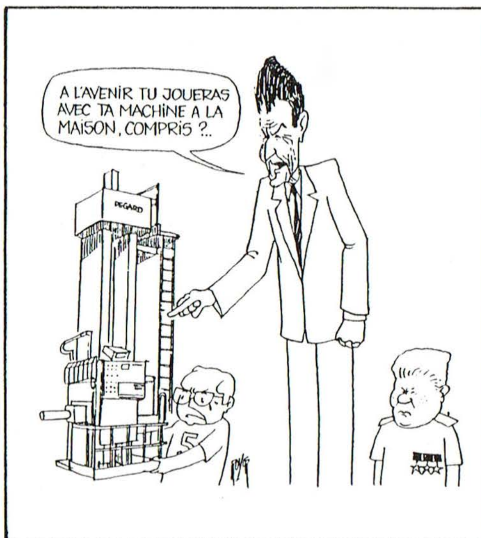
VOULOIR

SUPPLEMENT à la REVUE ORIENTATIONS Numéro 8 août-septembre 1984

Pegard et le disciple de "Dear Henry"

Il est symptomatique qu'un pays comme la Belgique ait choisi comme date de sa fête nationale, le 21 juillet, date anniversaire de la prestation de serment d'un roi étranger. Pourtant, la plupart des autres pays ont opté pour la date réelle ou symbolique de leur indépendance. Aussi, il eût été normal que l'on choisisse le 25 août, date commémorative du soulèvement de 1830, lorsque le ténor **La Feuillade** entonna à la Monnaie, le refrain célèbre de la "Muette de Portici" d'**Auber** qui permit à la bourgeoisie belge de bouter dehors les Orangistes.



Caricature de Royer dans ***Le Soir*** *du 11/12-8-84. Face aux diplomaties belge et européenne démissionnaires, Reagan peut à loisir jouer un rôle de policier de l'économie occidentale.*

La Belgique, nation artificielle, issue de la conjonction du Congrès de Vienne (le "Yalta" du XIXe siècle) et des intérêts des bourgeoisies anversoises, bruxelloises et liégeoises, n'a guère montré à travers son histoire, une réelle volonté d'indépendance, du moins au niveau de sa classe dirigeante, sauf à deux exceptions, lors de la bataille de l'Yser en 1914 et par la politique de neutralité qui a précédé la seconde guerre mondiale.

Aujourd'hui, la Belgique est considérée comme le pays dont la diplomatie est la plus alignée sur les U.S.A. dans le cadre de l'Alliance atlantique.

L'affaire **Pégard** s'inscrit dans ce contexte. Elle a déclenché un tel coup de tonnerre dans l'opinion publique que bien des yeux se sont ouverts. Et pour la première fois depuis longtemps, des responsables politiques, économiques et sociaux belges ont adopté de très fermes positions en matière de diplomatie, domaine jusqu'à présent strictement réservé au gouvernement. C'est en soi un événement qui, au-delà du drame que vit l'entreprise **Pégard** et ses travailleurs, aura des conséquences incalculables. Et nous ne pouvons que nous en réjouir.

Que s'est-il donc passé ?

Au début de l'année 1983, les Soviétiques ont commandé à la firme **Pégard,** manufacture de machines-outil d'Andenne, petite ville mosane située à quelques encablures de Namur, une aléseuse-fraiseuse de 102 millions de francs belges (environ 15 millions de FF). Cette commande s'inscrit dans un marché beaucoup plus vaste qui porte sur un milliard de francs belges (150 millions de FF). La Société Pégard est contrôlée par le groupe ouest-allemand **Voith** et par la Société Nationale d'Investissement **(S.N.I.)** - holding public de l'Etat belge - qui y détient quelque 30 % du capital. Tout le monde s'était réjoui à l'époque, de cette commande, car **Pégard** connaissait de graves difficultés comme la plupart des entreprises métallurgiques du bassin mosan. De plus, la région d'Andenne est particulièrement touchée par la crise.

A la fin de l'année 83, les difficultés commencèrent. La licence d'exportation qui doit être accordée par le Ministre des relations extérieures, n'est toujours pas accordée à **Pégard** alors que la fabrication de l'aléseuse-fraiseuse est largement entamée. Une délégation composée de la direction et des délégués syndicaux de l'entreprise s'est présentée auprès du Ministre des relations extérieures, Léo **Tindemans,** chrétien flamand et ancien Premier Ministre. Il a emis de vagues promesses et a assuré les représentants de **Pégard** qu'il a rencontré récemment le secrétaire d'Etat américain **Schultz** pour l'entretenir de ce problème. On a appris par après que **Tindemans** a même été voir **Schultz** jusque dans ... sa chambre d'hôtel !

Qu'a donc à voir **Schultz** avec un accord commercial entre une firme belge et l'U.R.S.S. ?

La Belgique fait partie de l'Alliance atlantique et s'est systématiquement alignée sur les prises de position américaines en matière de défense et de relations Est-Ouest. Contrairement à d'autres partenaires de l'Alliance, la Belgique a été la plus prompte à accepter l'installation des **euromissiles** sur son territoire, malgré une opposition très importante de l'opinion publique.

Aussi, que **Tindemans** ait accepté ce nouveau diktat de l'Administration

Qui est Leo Tindemans ?

En dehors de la Belgique, Leo ***TINDEMANS*** *apparait comme l'homme politique belge qui a obtenu le beau score de quelque 900.000 voix lors des élections européennes de 1979. Appartenant au parti social-chrétien (CVP) depuis 1947,* ***TINDEMANS*** *a été promu président du PPE* ***(Parti Populaire Européen),*** *une formation regroupant tous les démocrates-chrétiens, ailes gauche et droite confondues, du Bénélux, de la RFA et d'Italie. Cette promotion fut pour lui le couronnement d'une carrière politique axée essentiellement sur la défense d'une idéologie à la fois catholique, atlantiste, occidentaliste et anti-communiste.*

Catholique, ***TINDEMANS*** *s'inscrit dans la tradition d'une défense de l'Occident chrétien contre le "paganisme bolchévique". Cette option implique un culte des institutions communautaires européennes, culte que les mauvaises langues qualifient volontiers de "fétichiste" et de "monomaniaque" et aussi une adhésion aux principes de cette construction de l'Europe, entreprise jadis par les Catholiques* ***SCHUMAN, ADENAUER*** *et* ***de GASPERI.***

TINDEMANS, *conférencier apprécié de l'annuel* ***Deutscher Katholikentag,*** *se situe à l'intersection de deux visions de l'Europe: celle qui réduit notre continent au "noyau carolingien" et aux seuls Etats membres de la CEE et celle qui vise, à long terme, l'unité de tous les catholiques d'Europe Centrale (Polonais, Autrichiens, Hongrois, Tchèques, etc.). Comme le Bavarois* ***STRAUSS, TINDEMANS*** *utilise tantôt les arguments propres à la première vision, tantôt ceux relevant de la seconde. Mais son Europe doit s'effectuer sous la protection de la puissance nucléaire que constituent les Etats-Unis. C'est là la contradiction majeure de ce discours: jamais les Etats-Unis n'accepteront un bloc européen fort, uni et puissant.*

Quant aux Scandinaves et aux Soviétiques (maîtres, selon la terminologie utilisée par ***TOYNBEE,*** *du territoire de la chrétienté orthodoxe), ils se sentent profondément étrangers à ce discours "carolingien" rénové. Une Europe peut-elle se construire sans les apports scandinave et russe ? Les évidences géographiques et historiques nous obligent à répondre à cette question par la négative. Le programme du PPE n'a finalement rien de "populaire" (il s'est conçu dans des cénacles catholiques fermés) ni d'"européen" (puisqu'il fait abstraction du mental de plus de 60% d'Européens et ne retient pas l'importance des territoires scandinave et russo-sibérien pour l'avenir et la sécurité de l'Europe). Pour l'aile du PPE à laquelle appartient* ***TINDEMANS,*** ***l'éthique de la conviction,*** *c'est-à-dire les mirages de l'idéologie, prime* ***l'éthique de la responsabilité,*** *le pragmatisme concret. C'est aussi, curieusement, le reproche majeur que l'actuel premier ministre belge, Wilfried* ***MARTENS,*** *faisait à certaines fractions de son parti, le CVP, en 1972, soulignant, dans la même foulée, les dangers du "cléricalisme militant"!*

L'affaire Pégard, qui continue à sévir, est peut-être le meilleur exemple des errements politiques de l'atlanto-catholicisme.

américaine n'est pas étonnant. Et cela s'inscrit dans un contexte beaucoup plus large qui touche tous les pays.

Depuis l'arrivée de **Reagan** au pouvoir en 1980, un organisme "officieux" institué en 1949, en pleine guerre froide, chargé de contrôler les exportations de technologies vers les pays du bloc soviétique qui avait été mis en veilleuse lors de la "détente", a été réanimé. Cet organisme appelé "Comité de coordination pour le contrôle multinational des exportations **(COCOM)** composé de délégués de chaque pays de l'Alliance atlantique plus le Japon, moins l'Espagne et l'Islande, n'est fondé sur aucun traité de droit international.

Et c'est cela qui est ahurissant ! Dans notre droit, il y a ce qu'on appelle la "hiérarchie des normes". Une loi nationale prime une ordonnance locale, une disposition d'ordre public prévaut une convention privée. De même, une disposition de droit international supplante une loi nationale. C'est ainsi que la **CEE** fait régulièrement poursuivre des Etats-membres pour non respect de conventions existantes dans les traités instituant la Communauté européenne. Mais cela n'est valable que si les Traités en question ont été ratifiés par les assemblées parlementaires des pays signataires; autrement dit que ces Traités aient force de loi au sein des Etats signataires.

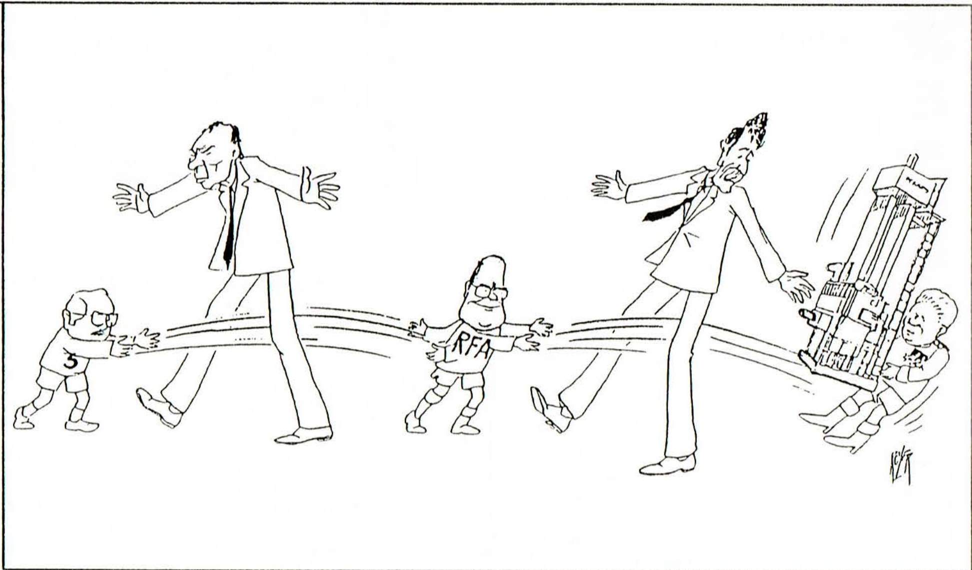
Or, le fameux **COCOM** n'est pas un organe prévu par le Traité de l'Atlantique Nord qui a institué l'Alliance atlantique. Il s'agit donc d'un organisme officieux et **illégal** qui impose malgré tout, ses diktats aux membres de l'Alliance.

De plus, sa composition est tenue secrète, ses notifications ne sont pas motivées et sont sans possibilité d'appel (aucune cour de Justice ne peut trancher un litige entre le **COCOM** et un Etat ou une personne physique ou morale appartenant à cet Etat). C'est le vide juridique le plus complet qui préside notre commerce extérieur.

Il faut ajouter que le **COCOM** est en fait entièrement lié aux volontés de l'Administration américaine et plus spécialement à celles du **Pentagone**. Il dicte des normes technologiques aux industries exportatrices des pays membres de l'Alliance atlantique.

La Belgique n'est d'ailleurs pas la seule "victime" des diktats du **COCOM.** En France, la firme électronique **THOMSON** a des ennuis pour la livraison à la Bulgarie, d'un central téléphonique de haute technologie. Le Ministre ouest-allemand de l'économie, M. Martin **Bangemann,** a mis en garde les U.S.A. contre de nouvelles restrictions américaines à l'égard du transfert de technologies de la R.F.A. vers l'Est.

Cette succession de conflits s'inscrit en fait dans le contexte de la politique commerciale des Etats-Unis, qui se montre de plus en plus agressive. Non contents d'avoir sorti le **COCOM** des limbes, les dirigeants américains souhaitent faire réviser leur loi sur le commerce extérieur dite "Export Administration Act" en interdisant l'exportation vers l'Est à toutes les filiales de sociétés américaines installées à l'étranger, ainsi qu'à toute société non américaine possédant une licence US.



Les rebondissements de l'affaire Pégard n'ont pas encore cessé d'alimenter les chroniques. Après les prémisses de l'affaire, relatées par notre collaborateur George Robert, la Belgique a décidé de livrer cinq aléseuses-fraiseuses à l'URSS. Les Américains refusent alors leurs remboursements compensatoires puis acceptent pour tergiverser encore; Leur objectif réel est de ruiner tout commerce inter-européen.

Par ce biais, les Américains parviennent à imposer leur loi à l'étranger ! Et ce n'est pas tout. Le même gouvernement US a décidé de limiter les importations de produits textiles. Ce qui pose de graves problèmes à de nombreux pays du Tiers-monde, spécialement à l'Amérique latine. Ces derniers ont d'ailleurs demandé une réunion d'urgence du **GATT** (accord commercial international placé sous l'égide de l'O.N.U). Cette réunion s'est soldée par une condamnation des Etats-Unis. A part cela, les "reaganomics" prônent le libre-échangisme !

Les Etats-Unis forts de leur dollar artificiellement gonflé, de leurs taux d'interêts usuraires, d'un déficit budgétaire en fait payé par les autres, n'hésitent dès lors pas à commettre un véritable acte de guerre à l'égard de l'Europe et du Tiers-monde en matière de commerce. Autrefois, les blocus étaient causes de guerre. Aujourd'hui, bien sûr, l'US Navy n'empêche pas la circulation maritime, comme la Royal Navy le faisait du temps de Napoléon. Cependant, les mesures américaines actuelles sont bien plus dangereuses et efficaces que les canonnières d'antan.

Et puis, les Américains peuvent compter dans nos pays sur de féaux serviteurs. **Tindemans** en est un. Sur base d'un rapport de la **CIA** qu'il n'a évidemment pu divulguer, "l'ayatollah d'Edegem" n'a pas hésité à déclarer que l'aléseuse fraiseuse de **Pégard** servirait à la fabrication des SS 20 soviétiques ! Puis, nouvelle version, cette machine servirait à la construction des silos de fusées (qui ne nécessitent aucune technologie de pointe !).

Malgré ces déclarations contradictoires, la licence d'exportation est refusée à **Pégard**, le 21 juillet dernier. Ce veto du gouvernement belge compromet tout le marché promis à **Pégard** par les Soviétiques. Aussi, le groupe allemand **Voith** décide de retirer ses billes de **Pégard** et demande le concordat (1) au Tribunal de Commerce de Namur, d'autant plus que les banques refusent tout crédit supplémentaire à **Pégard.** Le gouvernement belge, sous la pression des ministres francophones - en Belgique, tout problème doit prendre une allure linguistique - a demandé à l'association **Vinçotte,** un bureau d'expertise technique, de rédiger un rapport sur l'éventuelle utilisation militaire de l'aléseuse-fraiseuse.

Le rapport indique que la machine en question, ne contient aucun élément technologique qualifiable de "stratégique" et est en outre accompagné d'une liste d'entreprises européennes exportant du matériel de même nature vers les pays de l'Est.

Tindemans et son collègue des affaires économiques, **Mark Eyskens,** décident de prendre contact avec le gouvernement américain (encore !) pour lui soumettre le rapport **Vinçotte.** De nouveau la carpette !

Pour **Pégard,** c'en est trop. La direction de l'usine rappelle qu'à la suite d'une note du **COCOM,** elle avait fait modifier certaines caractéristiques techniques de l'aléseuse-fraiseuse en 1983 pour être conforme aux normes **COCOM.** Un nouveau pavé dans la mare !

Tindemans est plus que gêné. Dans une interview accordée au quotidien **Le SOIR** du 6 août, notre Ministre des affaires américaines (pardon ! étrangères) essaie de se justifier par l'existence d'un manque de coordination au sein de son propre gouvernement et de son administration. Et encore une gaffe, une !

Les fonctionnaires, piqués au vif, répliquent à **Tindemans** qu'il n'avait pas à demander l'avis du **COCOM** sur la machine de **Pégard.**

Quant aux Américains qui ne sont jamais pris de court à l'égard de leurs vassaux, ils déclarent que si, technologiquement, la machine est inoffensive, l'utilisateur final en U.R.S.S. empêche son exportation. Retour à la case départ !

La suite, comme histoire belge, **Coluche** n'aurait pu l'inventer. Le 10 août, le gouvernement décide de faire acheter la machine de **Pégard** par ... l'armée belge qui dispose d'un crédit de 60 millions de FB pour son équipement en outillage. Les Américains s'engagent

à payer le solde de 42 millions ! Le ridicule ne fraise plus !

Pour **Pégard**, par contre, rien n'est résolu. Le Tribunal de Commerce est favorable au concordat mais le principal actionnaire est parti, la publicité faite autour de cette affaire a très sérieusement entamé le crédit de cette entreprise. Il est plus que probable, qu'en représailles, les Soviétiques lâcheront le marché de 900 millions. Mais qu'à cela ne tienne ! Les Américains se déclarent intéressés par une prise de participation dans **Pégard**. Et voilà le travail !

Les Américains exportent sans vergogne leurs technologies vers l'U.R.S.S., parfois par l'intermédiaire de pays neutres comme la Suède et l'Autriche. Ainsi, **ITT** s'apprête à vendre un central téléphonique du tout dernier cri à la Tchécoslovaquie.

Gageons que l'affaire **Pégard** a servi de test aux Américains et d'avertissement lancé aux Européens: "La technologie de pointe et ses marchés industriels c'est à nous, les Américains. Et si vos entreprises s'obstinent à vouloir poursuivre leurs marchés avec l'Est, eh bien, nous les ruinerons ou nous nous les approprierons avec l'aide de vos gouvernements vassaux. Thank you dear Leo **Tindemans**, you made a good job for us !"

Le seul élément positif dans cette lamentable affaire, est la prise de conscience qu'elle aura suscitée dans la population et dans une partie de la classe politique, essentiellement chez des socialistes wallons comme la député européen, **Anne-Marie LIZIN** et le bourgmestre d'Andenne, M. **Claude ERDEKENS** qui n'a pas hésité à renvoyer sa carte d'identité à **Tindemans** au risque de compromettre sa carrière politique. Nous lui laisserons la conclusion: "L'envahisseur a changé en 70 ans et le massacre, de physique, est devenu économique. Voilà pourquoi, face à ceux qui se sont battus pour que vive ce pays, je n'ai pas honte d'avoir renvoyé ma carte de Belge (...) Cette tentative est déplorable. L'avenir pour nous, ne pourra qu'être wallon dans une Europe des régions".

Bravo camarade ! Pourvu que vous gardiez pareils lucidité et courage lorsque vous reviendrez aux affaires.

Georges ROBERT

NOTE

(1) Il ne faut pas confondre faillite et concordat. Le concordat est un jugement qui permet la poursuite des activités d'une entreprise avec l'accord de tous ses créanciers et sous le contrôle d'un juge commissaire nommé par le Tribunal de Commerce, tandis que la faillite est la mise sous tutelle d'une entreprise par un curateur désigné par le Tribunal accompagné de l'exclusion des dirigeants et propriétaires de l'entreprise de toute responsabilité dans la gestion.

VOCABULAIRE

INDIVIDUALISME

"Mentalité, introduite dans la civilisation occidentale, par le judéo-christianisme, selon laquelle l'homme individuel **abstrait** vaut plus que ses **appartenances** et constitue l'élément de base de l'espèce, avant toute **communauté**".

L'individu chrétien est "hors du monde", isolé face au Dieu-Père qui le dévalue et peut seul lui accorder le **salut**. De là découle aussi l'égalitarisme. Les idéologies occidentales transposeront dans le social et dans l'histoire (**laïcisation**) cette individualisation de l'humanité. D'où destruction des **organicismes**, **atomisation** des sociétés par l'Etat et constitution de **masses** qui sont la contrepartie de l'individualisme. L'**homo oeconomicus** libéral, le "prolétaire" des marxistes, l'"être humain" de l'idéologie des droits de l'Homme, sont des conséquences de cet individualisme qui, autant que l'égalitarisme et le rationalisme socio-politique, caractérise la société et la conception-du-monde dominantes. A l'individualisme, il faut opposer le **holisme** dans lequel la personnalité est mise en valeur par sa **communauté** et son peuple, et échappe au **narcissisme** comme à l'isolement. Dans la perspective holiste, l'homme se réalise pleinement et trouve son épanouissement dans et par le service de sa communauté.

EMPIRE

"Conception d'organisation de la politique et de la souveraineté conforme à des principes organiques, conciliant à la fois la puissance unifiante de la fonction souveraine et la diversité vivante de la société, de la culture, de l'économie et de l'espace".
L'Empire tout à la fois transcende et garantit les diversités.

L'Empire est pour nous à la fois un **mythe** à regénérer et à appliquer à l'Europe à partir des exemples délien, romain, germanique, et une **philosophie politique** et **géopolitique**. Mais nous n'entendons pas en faire une **utopie** en le réduisant à une description institutionnelle ou à un programme. Notre vision impériale comporte **trois axes:**

1) L'Empire **unifie** autour de la fonction première de toute société équilibrée, la fonction de **souveraineté**, ce qui relève de l'**essence du politique** et de la **conscience historique** donc du **destin;** pour le reste, il préserve la **diversité** de toutes les autres fonctions, des institutions, etc, qui n'ont pas d'incidence dans ces deux domaines. L'Empire **fédère** mais n'**homogénéise** pas.

2) En deuxième lieu, son existence ne se justifie que par la recherche de la puissance et de la grandeur culturelles et historiques des nations qu'il rassemble en un même peuple. En revanche, ce qui relève du bien-être et du "social" regarde les institutions propres des nations mais pas de l'instance impériale.

3) En troisième lieu, l'Empire est **universel** mais pas **universaliste**, puisque les nations qui le constituent, dans notre conception tout au moins, n'ont pas vocation à s'étendre à tous les peuples de la Terre, ni territorialement ni ethniquement. En ce sens, l'Empire n'est pas républicain, au sens français ou américain, et se distingue du **système occidental** actuel qui entend, au contraire, inclure et homogénéiser tous les peuples. L'Empire, selon notre conception, n'inclut et ne prend en charge le destin que des seules nations qui peuvent, historiquement, ethniquement et culturellement, se dire et se sentir parties du même peuple. Nous pensons que ce "sentiment" est **historialement** fondé à surgir en Europe, Est et Ouest unis/réunis. Une Europe dont les "nations-Etats", au sens des idéologies actuellement dominantes, ne nous semblent pas légitimes, telles qu'elles sont aujourd'hui dessinées. Historiquement, la notion d'Empire a toujours eu contre elle le pouvoir théocratique et le pouvoir marchand (l'un et l'autre foncièrement cosmopolites). Nous voulons, aujourd'hui, la reprendre à notre compte, en lui donnant le sens de **mouvement** que lui conférait déjà **MOELLER van den BRUCK.**

NATION

"Concept qui, de notre point de vue, comprend deux acceptions, l'une positive, l'autre négative. Dans le premier cas, la nation regroupe les **natifs** et les **héritiers** d'un peuple: elle est, davantage que la "société", l'objet du politique et doit s'entendre comme le **"peuple mis en mouvement"**, construisant son histoire, dans la recherche de la puissance et de l'**identité**. Cette notion est partiellement véhiculée par le rousseauisme et la philosophie politique française; mais ces derniers, dans leur ambiguïté, ont aussi conçu la nation comme échelon d'une société mondiale, comme "département" d'une planète politiquement rationalisée. Aujourd'hui, le **système occidental** est fondé sur cette idéologie des nations, qui s'oppose à celle de l'**Empire** (Cf. supra), et qui **neutralise** les peuples en les **normalisant** dans des nations "égales" qui ne sont plus, à la limite, que des coquilles vides, des cadres dépourvus de sens historique".

Nous adressons toutes nos excuses à nos lecteurs pour le retard de ce numéro de VOULOIR. La parution d'ORIENTATIONS (n°5), fin septembre 1984, a engorgé les machines de notre imprimeur. Nous vous invitons à lire cette livraison d'ORIENTATIONS (renseignements p.12). VOULOIR n°9 contiendra une analyse du premier roman de Bernard-Henri LEVY (BHL pour les fans), un article du Général-Major e.r. de la Bundeswehr, Jochen LÖSER sur l'impérieuse nécessité historique de créer une Europe Centrale neutre, un dossier sur le libéralisme et les recensions habituelles.



NOUS AVONS LU ...

NATIONALISME CORSE

L'idée nationaliste, au vieux sens herdérien et charnel du terme, semble être redevenue idée neuve en Europe. Face aux Etats-Nations qui prétendent confisquer le "nationalisme" à leur seul profit, niant toute forme d'identité aux minorités ethniques, qui, finalement, composent la majorité des citoyens, et face au refus des gouvernants de reconnaître à ces derniers tout droit à la différence, à une spécificité nationale, tant sur le plan politique que sur le plan culturel, certains mouvements de revendication nationale se sont développés dans le cadre historique des Etats européens.

Le cas de la Corse est à cet égard exemplaire dans le pays qui a enfanté le jacobinisme et tous ses excès. La République Française, "une et indivisible", n'est pas très patiente avec tous ceux qui osent affirmer leurs identités propres et rappeler que leurs racines ne sont pas obligatoirement celles reconnues par les "autorités" officielles. José **GIL** nous propose une analyse historique et ethnologique du nationalisme corse. Par une étude précise et souvent surprenante des structures politiques et des dynamiques propres à l'Ile de Corse, il construit patiemment les fils qui nous permettent de renouer avec l'histoire de la Corse. Son explication de la Constitution paoline du XVIIIème siècle est pertinente. **GIL** révèle également le pourquoi et l'origine d'une violence souvent jugée consubstantielle aux traditions insulaires.

Par une analyse attentive des strates structurelles de la société corse (famille, village, communauté populaire, ...), il définit la dynamique déterminante de la société corse. Sa démonstration du rôle des "clans", constituant à la fois une structure coloniale et autochtone, groupements au service de leurs intérêts propres, en même temps adversaires et complices du pouvoir parisien, est un modèle du genre. Il souligne aussi avec un rare bonheur l'attachement charnel et spirituel de tous les Corses à la terre de leurs ancêtres, au petit coin de village où reposent les morts de la lignée, au terroir où s'enracine un sentiment patriotique. Il écrit: "Qui n'a pas compris l'attachement déraisonnable des Corses pour leur Ile, et tellement fou qu'il apporte raison et sens absolus à leur existence, ne comprendra jamais rien à leur existence" (p.14). En résumé, un livre à lire, pour ne pas s'arrêter aux apparences véhiculées par les grands médias aseptisés, pour aller au fond des choses...

A.S.

José **GIL, La Corse entre la Liberté et la Terreur,** Editions de la Différence, Paris, 1984, 98 FF.



WALLONS ET FLAMANDS

Avant la guerre, l'Abbé **GANTOIS**, chef spirituel des "Flamands de France", avait écrit, sous le pseudonyme de H. **VAN BYLEVELD**, un livre intitulé **Jusqu'où s'étendent en France les Pays-Bas ?** Cet ouvrage retraçait l'histoire ethnographique de la pénétration en Flandre Méridionale (devenue française au XVIIème siècle), en Artois et en Picardie de populations flamandes. Maurits **CAILLIAU**, Président de l'**Oranjejeugd** et co-éditeur d'une remarquable publication, le **Zannekin Jaarboek** (Cf. **VOULOIR** n°5), se penche, lui, sur la Wallonie, c'est-à-dire sur l'espace déclaré aujourd'hui francophone au sein de l'Etat belge. Maurits **CAILLIAU**, défenseur d'une Europe des ethnies, estime que la politique politicienne belge souffre des "terribles simplificateurs" et que le dualisme régionaliste, opposant les Flamands aux Wallons, n'est pas, à la lumière de l'histoire, aussi manichéen. Cette "simplification" est due, essentiellement, à une confusion des concepts, dont les autorités belges officielles et, par réaction, certains nationalistes flamands sont responsables. L'historiographie belge ne tient compte ni de l'appartenance pluriséculaire des provinces wallonnes au Saint-Empire ni du fait que le français de Paris n'a jamais, jusqu'il y a peu, été la langue quotidienne des Wallons. Les thèses les plus simplistes du nationalisme flamand, elles, postulent que la Wallonie est un "morceau de France" (voire de l'abstraction "Francité") alors que son histoire est même plus étrangère à la France que celle du puissant Comté de Flandre. Des humoristes pourraient même affirmer que ces nationalistes-là sont des alliés objectifs de l'impérialisme français, en voulant jeter les seize mille kilomètres carré de territoire wallon dans le giron parisien, laissant alors la frontières méridionale de l'espace linguistique néerlandais sans zone intermédiaire face à la France.

Ces deux historiographies, que critique **CAILLIAU**, commettent l'erreur de ne juger l'histoire qu'à partir des seules frontières belges de 1830. Ces frontières sont artificielles, écrit-il, et ne permettent pas de juger les événements historiques en dehors d'un espace chronologique très restreint. Du point de vue linguistique, la région wallonne n'est pas homogène. A Tournai, on parle un dialecte picard, en Gaume, un dialecte lorrain et à Arlon, le substrat linguistique est "francique-mosellan" (**moselfränkisch**"). En revanche, dans l'enclave de Givet et dans la région de Maubeuge, le Wallon déborde l'actuelle frontière belge.

Mais le point de contact entre Flamands et Wallons, depuis la constitution du **Burgundischer Kreis** dans le Saint-Empire, reste l'échange des populations. Au Moyen Age, les villes et les campagnes thioises sont nettement plus peuplées que les régions wallonnes, plus rurales. Ce déséquilibre démographique est resté palpable jusqu'à nos jours. Maurits **CAILLIAU** étudie l'émigration des Flamands vers la Wallonie depuis 1830, année où, par la création de l'Etat belge, les industries textiles flamandes perdent leurs débouchés en Hollande et dans les Indes néerlandaises (Indonésie). Les ouvriers de ces industries furent contraints d'émigrer vers la Wallonie ou vers le Nord de la France, ce qui favorisa le textile à Lille, Tourcoing et Roubaix, villes jouissant de l'hinterland français. Les famines de 1840 à 1846 provoquèrent l'émigration en Wallonie, en France et en Amérique de paysans flamands. Pour quantité d'autres motifs, comme le boom industriel wallon du XIXème siècle, cette émigration flamande durera jusqu'en 1969. Quel fut le nombre exact de ces immigrés ? Personne ne le sait et aucune statistique officielle n'en fait état. **CAILLIAU** tente, au départ de quelques documents locaux de Flandre comme de Wallonie, de déterminer le pourcentage de la population de souche flamande dans les villes industrielles de Wallonie ou au sein des catégories sociales vivant de l'agriculture. Les chiffres varient entre 15 et 70% (La Louvière). C'est la Flandre Occidentale qui a fourni le plus gros contingent d'émigrés (42% du total entre 1946 et 1957) et le Hainaut qui en a accueilli le plus grand nombre (62%).

Au total, la population actuelle de Wallonie se compose de ± 1.500.000 Wallons de souche, de ± 1.500.000 Flamands wallonisés, de ± 400.000 étrangers récemment immigrés et de ± 50.000 Flamands de la première ou de la deuxième génération qui parlent encore leur langue à des degrés divers. En insistant sur ces chiffres, Maurits **CAILLIAU** veut relativiser la démagogie qui prétend rompre les ponts avec la Wallonie à l'outil industriel vieilli et aux problèmes sociaux quasi insolubles. Même d'un point de vue flamand, **CAILLIAU** pense qu'il s'agit là d'un manque de solidarité avec les deux millions de Wallons de souche flamande. L'origine ethnique doit peser plus lourd que l'utilisation d'une langue, facteur non héréditaire. Outre cette proximité anthropologique, il y a, écrit Maurits **CAILLIAU**, une indéniable communauté de **destin** entre les deux espaces, repérable dès le Haut Moyen Age. La francisation de la Belgique après 1830 n'a pas été le seul



fait de Wallons mais aussi de Flamands francisés, francophiles par fidelité aux idéaux de 1789 ou défenseurs de la "civilisation latine" par catholicisme ultramontain. D'autres sont restés "flamands" d'esprit et d'esthétique comme dans le monde littéraire, où il suffit de se rappeler **Verhaeren, De Coster, Rodenbach, Van Lerberghe...**

CAILLIAU conteste également l'affirmation qui veut que ce sont les provinces romanes les responsables et les bénéficiaires de 1830. Dans le Royaume-Uni des Pays-Bas (1815-1830), le mouvement pour la liberté de la presse, prélude aux troubles de 1830, secouait non seulement Liège, Verviers et Bruxelles mais aussi toute la Hollande, la Frise et la Province de Gueldre. Par ailleurs, les "francophones" de 1830 ne se sentaient pas minorisés en tant que "Belges" mais en tant que "Catholiques" soumis à une monarchie protestante. Les diverses pétitions adressées au roi Guillaume Ier, demandant plus de latitude dans l'emploi du français, venaient aussi de Rotterdam, Nimègue et Utrecht. Sont-ce les fruits tardifs de la fascination exercée par Versailles en Europe du Nord ?

En conclusion, **CAILLIAU** précise que la querelle linguistique belge est issue du système unitaire et unitariste de modèle français, imposé à nos régions en dépit de ses traditions politiques qui sont foncièrement fédéralistes à la manière suisse. L'histoire en témoigne. Nous conclurons donc: seule une "cantonalisation" de la Belgique et des Pays-Bas, faisant fi des actuelles provinces dessinées en 1795 par les Jacobins français, engendrera la paix linguistique, sans léser ni les Wallons ni les Flamands et sans créer de zones "bilingues", artificielles et hybrides.

S.H.

Maurits **CAILLIAU, Het Walenland en de Nederlanden,** Uitgave Oranjejeugd, Malle, 1984, 32 blz.
Cette brochure peut être commandée à notre service librairie (compte BBL n°310-0049870-01) en versant la somme de 100 FB + 20 FB (frais de port).



"MUT ZUR GESCHICHTE"

Existe-t-il une "névrose allemande"? C'est la question que pose, dans l'un de ses derniers ouvrages, Hellmut **DIWALD**, un historien allemand qui avait déclenché une vaste polémique, en 1978, lors de la parution de son maître-ouvrage, **Geschichte der Deutschen.** Cette "histoire des Allemands", éditée par Propyläen Verlag (Berlin), a suscité la colère des historiens conformistes et l'enthousiasme du public (100.000 exemplaires de grand format et de 762 pages vendus en quatre mois!). **DIWALD** y réduisait à néant tous les tabous de l'histoire allemande récente. Dans **Mut zur Geschichte** ("Le courage de vouloir faire l'histoire"), un ouvrage paru en septembre 1983, **DIWALD** persiste à poser des questions provoquantes. Depuis la perte de leur unité politique, les Allemands subissent un processus incessant de dénationalisation spirituelle et, donc, de sortie de l'histoire. Il règne, surtout en Allemagne Fédérale, un culte de l'oubli. Or les nations ont besoin de **mémoire.** Question vitale. **DIWALD** adresse ses reproches aux historiens ouest-allemands, réfugiés, dit-il, dans "les tours d'ivoire des spécialisations stériles". Les historiens, déplore **DIWALD**, n'avancent plus cette vision globale de l'histoire qui valorisait les travaux de leurs prédecesseurs du XIXème siècle, comme **RANKE** ou **ARNDT**. Leurs productions relèvent d'une caricature de la science historique moderne. En RDA, au contraire, les livres d'histoire se comptent par milliers. L'historiographie de la RDA, que l'on peut qualifier de globalisante, cherche, bien sûr, à confirmer les dogmes marxistes, mais elle a le mérite d'exister et, surtout, d'avoir une volonté pédagogique.

Par le conflit Est-Ouest, que déplore **DIWALD**, les Allemands de l'Ouest en viennent à percevoir les Allemands de l'Est comme des ennemis irréductibles. Cet situation rappelle la Guerre de Trente Ans, théâtre d'une lutte fratricide entre Protestants et Catholiques. Cette césure est d'autant plus déplorable que tous les Allemands, qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest, risquent d'être les victimes d'une guerre nucléaire limitée à l'Europe. Cette inquiétante perspective devrait rapprocher les Allemands de façon à ce qu'un habitant de Stuttgart se sente plus proche d'un marxiste de Leipzig que d'un démocrate ou d'un républicain de Dallas ou de Washington.

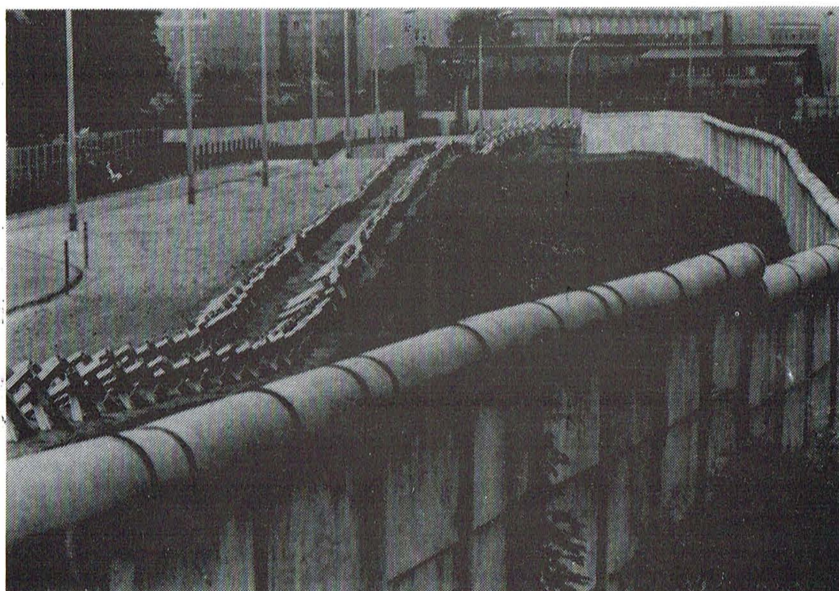
Ces propos hétérodoxes sur le destin des deux Allemagnes ne constituent pas l'unique intérêt de **Mut zur Geschichte.** En effet, il existe bel et bien une approche diwaldienne de l'histoire. Dès **Geschichte der Deutschen, DIWALD** a inauguré une méthode: celle de la **chronologie inversée.** Dans **Mut zur Geschichte,** il explique quel est l'intérêt de cette méthode. Pour **DIWALD**, l'histoire est et reste actualité. Le présent est le fruit des décisions et des événements du passé. Pour reconstruire le processus historique, il faut partir de l'expérience vécue, interroger les témoins des générations précédentes et ainsi retrouver un regard sur l'histoire non falsifié par les aléas du temps présent.

Dans **Mut zur Geschichte, DIWALD** critique le vocabulaire obsolète de la politique politicienne actuelle. Première cible de cette critique: la dichotomie gauche/droite. Cette dichotomie de vocabulaire s'est instaurée au XIXème siècle, à la suite de la Révolution Française où la répartition des sièges à l'Assemblée Nationale se faisait selon un axe gauche/droite. Depuis, les conservateurs sont classés à droite, les sociaux-démocrates, socialistes et marxistes à gauche. Pour les libéraux, ce mécanisme de localisation ne fonctionne que maladroitement car, de 1815 à 1848 (l'ère de **METTERNICH**), les libéraux étaient classés à gauche alors qu'aujourd'hui la tendance serait de les situer à droite.

Quant aux **Burschenschaften** (corporations d'étudiants), elles étaient considérées comme nationalistes et libérales, donc de "gauche". Aujourd'hui, elles sont classées à "droite", du fait de leur nationalisme. Et ce sont surtout les termes "national" et "nationalisme" qui posent un problème dans l'orbite de cette dichotomie. Il y a 150 ans, les tendances nationalistes étaient classées à "l'extrême-gauche". Aujourd'hui, elles le sont à "l'extrême-droite", sauf, parfois, pour les nationalismes "régionaux" de Corse, du Pays Basque, de Catalogne, d'Irlande, d'Erythrée, des Saharouis, etc. Les groupuscules, cénacles, clubs qui refusent cette dichotomie apparaissent comme aberrants, tant le schéma gauche/droite, commode pour ceux qui ignorent ou veulent ignorer les méandres de l'histoire, a anéanti l'évaluation critique des forces ou des alternatives politiques. Ce schéma cherche à **figer** une réalité fluide.

Un autre chapitre intéressant dans **Mut zur Geschichte** est celui qui cherche à situer la position de l'Allemagne au centre du continent européen (**"Teils Zentrum, teils Vakuum. Deutschland im Mittelfeld Europas"**). Pour le non-Allemand, le miracle économique, la prospérité industrielle de la RFA (aujourd'hui en déclin) semble exclure l'idée d'un malaise allemand. C'est tomber sous la séduction des apparences économiques et consuméristes car les Allemands d'aujourd'hui vivent dans une situation historique et politique anormale, issue des deux guerres mondiales et de l'interprétation a posteriori de celles-ci, vulgarisée en Occident;

DIWALD analyse aussi avec brio la presse intellectuelle, la presse d'idée de la République de Weimar. Entre



1924 et 1929, dit-il, on peut réellement parler d'un âge d'or de la pensée politico-culturelle. Cet âge d'or, en l'occurence, c'est, ici, le déchaînement éruptif de tout un faisceau de potentialités intellectuelles et artistiques, reflets d'une extraordinaire créativité que notre siècle finissant n'a plus jamais revu. Cette richesse culturelle est pourtant née à une époque où la politique côtoyait le désastre, avec la crise de 1929 comme apothéose.

Pour **DIWALD**, les leçons de l'histoire doivent aiguiser notre jugement sur l'actualité. Les siècles précédents nous ont légué une manière de concevoir et de percevoir l'Etat: comme une personne capable de prendre des décisions en toute liberté, d'agir librement. En fait, aucun Etat ne possède une telle indépendance, même pas les Etats-Unis ou l'Union Soviétique. La liberté d'un Etat est toujours limitée par les contraintes géographiques, économiques, etc. (facteurs objectifs) et par les traités, alliances, conventions, accords, etc. (facteurs subjectifs). Mais ces facteurs subjectifs ne limitent la souveraineté que parce qu'ils ont été choisis librement comme cadre d'action. Ce type de cadre d'action est rarement, sinon jamais, définitif car aucune puissance, même grande, ne peut, à la longue, accepter de vivre sous des clauses qui en viennent à contrarier les intérêts de la population. Les temps changent et les traités doivent suivre ce processus.

Cette perspective souple, qui prend en compte l'inéluctabilité du changement dans les rapports de force, se retrouve dans l'art de façonner des traités et, finalement, dans la charte des Nations Unies. Pourtant, cette perspective souple, propre à la diplomatie européenne du XVIIème au XIXème siècles, a subi une première entorse de 1914 à 1918. L'ennemi n'est plus, depuis, un "partenaire hostile" mais un "criminel". Cette criminalisation de l'adversaire dérive de l'industrialisation des affrontements militaires, des tactiques et des stratégies, qui implique la guerre totale et recèle les germes de **l'exterminisme**. Dans cette optique, les causes de guerre se muent en autant de "culpabilités". Ces "culpabilités" sont amplifiées et véhiculées par les propagandes et c'est, en conséquence, au départ de ces amplifications et de ces exagérations que se font les politiques après les hostilités.

Les conséquences de cette déqualification morale de l'adversaire vaincu sont incalculables. On peut citer l'exemple de Versailles, dont les clauses étaient inadmissibles pour les Allemands, les Austro-Hongrois, les Turcs et, dans un registre différent, les Russes. Certes, admet **DIWALD**, une victoire des Empires Centraux aurait sans doute instauré une situation inverse, inadmissible pour les Anglais et les Français. Quoi qu'il en soit, après Versailles, la diplomatie internationale a pris de mauvaises habitudes. La dépréciation de l'adversaire n'est pas toujours d'ordre moral; elle est parfois d'ordre économique. Pour autant que morale et économie soient étroitement liées dans le mental puritain américain. Ainsi, le diplomate américain Joseph C. **GREW** qualifiait l'axe Rome-Berlin-Tokyo comme le rassemblement des **"havenots"** (de ceux qui ne possèdent rien) contre les "possédants". Dès le 14 août 1941, sur le navire de guerre 'Prince of Wales', **CHURCHILL** et **ROOSEVELT**, chefs de nations "possédantes", élaborent la 'Charte de l'Atlantique' et projettent la 'Croisade contre l'Europe' (une Europe menée par les nations "pauvres" selon l'optique de **GREW**), avant même l'entrée en guerre des Etats-Unis. Cette rencontre fut achevée par un service religieux où la chorale entonna "Onward Christian Soldiers" ! Quatre ans plus tard, les "puissances de l'obscurité", en l'occurence l'Axe, sont défaites et c'est l'Union Soviétique qui hérite de leur "mauvais rôle", à la fois "totalitaire" et "pauvre sur le plan financier". **CHURCHILL** utilise, dans son discours anti-soviétique, la même rhétorique et la même emphase que dans son discours anti-hitlérien.

La Guerre Froide des années cinquante tendait à bipolariser à l'extrême le jeu politique international. Dans ce jeu, les super-puissances estimaient que qui n'était pas avec elles, était contre elles. Le ministre américain des Affaires Etrangères, John Foster **DULLES** a résumé la situation en une formule lapidaire: "Nous ne pratiquons en Europe ni une politique allemande ni une politique française. Nous y pratiquons une politique américaine !". D'où l'URSS a été obligéede pratiquer une politique soviétique dans sa zone d'influence. D'autant plus, qu'aux yeux des Soviétiques, les Etats-Unis pratiquent une politique d'encerclement de leur territoire par le truchement des Pactes (OTAN, CENTO, SEATO). Cette politique n'est plus celle du "roll-back", dont l'exemple historique demeure la sanglante guerre de Corée, mais celle du "containment", c'est-à-dire d'une défensive qui "gèle" les processus de mutation en cours dans le monde. Cependant, l'option "roll-back" demeure sous-jacente dans la pensée diplomatique américaine qui, parfois, la juge plus "morale" vis-à-vis des peuples "opprimés par l'URSS". Face à ces stratégies, l'URSS cherchera à se dégager de l'enserrement des pactes. Comme le soulignait Indira **GANDHI**, pour indiquer le cercle vicieux de la bipolarité USA/URSS: "Lorsqu'on pratique une politique d'encerclement à l'égard de l'Union Soviétique, il ne faut pas s'attendre à ce qu'elle ne réagisse pas". Pour Indira **GANDHI**, ce jugement ne s'applique pas seulement à la situation d'avant 1960 mais surtout au rapprochement sino-américain depuis **NIXON**.

A cause de la bipolarisation, le vocable "neutralité" a progressivement acquis une connotation péjorative. Après s'être félicité du statut de neutralité de l'Autriche, **DULLES**, en 1956, définit la neutralité comme une option fondamentalement immorale. Ce jugement est exemplaire du refus américain (du reste typiquement "protestant" et "puritain") de toute tierce voie. Les Soviétiques ont eu tendance à réagir de la même manière, surtout à l'égard des pays d'Europe Occidentale. Les deux super-puissances ressemblent, écrit **DIWALD**, au Cyclope Polyphème: elles sont des géants qui n'ont qu'un oeil.

Devant pareille insuffisance, face à pareil monolithisme, vingt-cinq chefs d'Etat et de Gouvernement se sont réunis, en 1961 à Belgrade, pour forger un nouveau principe à appliquer dans les relations internationales: le **non-alignement**. Cinquante-cinq pays se sont déclarés neutres dans cette foulée. Le monde s'est ainsi partagé en trois groupes de pays: l'Ouest avec 1041 millions d'habitants, l'Est avec 1008 millions et les "neutres" avec 903 millions. Cette conférence de Belgrade ne s'est pas assignée un programme rigide à appliquer mais, plus souplement, une ligne de conduite: garder l'équidistance vis-à-vis des "puissances-mammouths" et des blocs qu'elles coagulent autour d'elles, sans que cet éloignement prudent et volontaire ne signifie un désintérêt pour l'histoire, pour les événements qui mettent le monde en marche ou risquent de le précipiter dans le désastre.

Ainsi, il n'est pas possible de confondre "non-alignement" et "pacifisme", le "non-alignement" n'impliquant pas un refus des choses militaires. De surcroît, le "non-alignement" n'exclut ni la possibilité de se rassembler en coalitions ni le libre choix du régime politique intérieur. Parmi les Etats non alignés, il y a, en effet, des monarchies et des dictatures, des démocraties de modèle occidental et des républiques de style marxiste. Pour **NEHRU**, grand initiateur du non-alignement, les idéologies universalistes, "libéralo-occidentales" ou "marxistes/orientales", ne sont que des facteurs de confusion. Il déclarait à ce propos: "Je considère comme utile, d'**oublier** le communisme et l'anti-communisme et de prendre en compte les nations telles qu'elles sont". C'est là un jugement de simple bon sens, qui renoue avec les éléments fondamentaux de la politique pure, c'est-à-dire une politique débarrassée des scories idéologiques mondialistes. Cet axe paradigmatique ne s'est pas estompé, malgré la pression des super-puissances.

Quant à la Chine, elle a d'abord joué un rôle indépendant et constitué une puissance détachée des blocs. Position qui a sans doute séduit tous les maoïstes de 1965 à 1974. **DIWALD** ne semble ni redouter ni critiquer sérieusement l'alignement sur Washington de l'actuelle diplomatie chinoise. C'est le seul tout petit point d'ombre de sa démonstration.

Pour la zone Pacifique, **DIWALD** escompte un rassemblement, autour d'un Japon dés-américanisé, du "Club des Cinq" (Thaïlande, Malaisie, Singapour, Indonésie, Philippines). Certes, l'influence américaine y est très importante, trop importante peut-être pour qu'un glissement puisse s'opérer à court terme. Mais, outre l'option américaine, les Etats d'Extrême-Orient auraient grand' peine, sans un pilier japonais autonome, à se dégager des pôles chinois et russe, ces derniers considérant l'Océan Pacifique comme une de leurs zones naturelles d'influence.

Mais cette multiplication des "centres intégrateurs", qu'implique-t-elle pour l'Europe ? C'est au cours de la Guerre Froide que l'Europe a choisi, par le truchement de ses politiciens libéraux et démocrates-chrétiens, le camp atlantiste avec, pour corollaire, son orientation géopolitique atlantique. Le Plan Marshall a grandement contribué à affermir cette option. Mais l'Europe doit-elle rester à ce stade de son évolution historique, vieux de plus de trente ans ? Charles **DE GAULLE** a contesté ce blocage, en sortant de l'OTAN, et révélé, ainsi, qu'il existait des intérêts français et européens spécifiques qui ne pouvaient s'exprimer dans le contexte de cette dépendance mécanique que l'Europe subit par rapport au système de Yalta. S'il est une tâche que

le Parlement de Strasbourg devrait s'assigner, c'est bien de définir une politique d'indépendance à l'échelle continentale. Et de congédier une fois pour toute la pensée politique engoncée dans le mythe décrépit de l'Etat-Nation. Cette Europe serait libre de pactiser avec le ou les partenaire(s) de son choix: monde arabe, USA, URSS, Tokyo, New Dehli ou Pékin. Certes, **DIWALD** se rend compte que cette orientation est impossible actuellement tout en étant **nécessaire.** Et les nécessités ne nous interrogent pas sur nos envies ou nos craintes. Si nous n'opposons pas aux blocs une volonté, une volonté de faire l'histoire, nous demeurerons "grandeur opérative" pour les autres, territoire de manoeuvres et de luttes militaires pour les expériences stratégiques atomiques d'autres puissances. Cette perspective nous réduirait au rôle de **continent-mausolée**, si, toutefois, les autres peuples auront ce geste de piété.

En résumé, une vaste vision historique, à laquelle souscrit largement notre rédaction: voilà ce que constitue **Mut zur Geschichte. DIWALD** est un auteur dont nous conseillons chaleureusement la lecture.

V.G.

Hellmut **DIWALD, Mut zur Geschichte,** Gustav Lübbe Verlag, Bergisch Gladbach, 1983, 255 S., 29,80 DM.



EVOLUTIONNISME ET CATHOLICISME

Les rapports entre pensée scientifique et pensée religieuse n'ont que rarement été étudiés en profondeur. Généralement, ce sont les conflits, les oppositions entre la sphère scientifique et la sphère religieuse qui ont mobilisé l'attention des érudits et des polémistes. Ce fut vrai pour "l'affaire Galilée" comme pour la question du darwinisme.

La France des dernières décennies du XIXème et des premières du XXème a été le théâtre d'affrontements idéologiques qui reflétaient les espoirs, les déceptions et les ambiguïtés de la pensée d'alors, marquée par l'opposition entre science et religion. Monseigneur **d'HULST**, recteur de l'Institut Catholique de Paris, indiquait, en 1885, la menace qui pointait à l'horizon: l'affaiblissement des idées religieuses. Pour **d'HULST**, l'irreligion populaire dérivait de l'irreligion des élites. L'objectif que devait dès lors s'assigner l'Eglise était de reconquérir les élites et cette reconquête aurait eu ipso facto des répercussions sur les masses. Le diagnostic de l'ecclésiastique était simple: les intellectuels se détachent du christianisme à cause des séductions des sciences et de l'histoire. Les sciences génèrent l'athéisme car elles se passent de l'hypothèse d'un Créateur. L'histoire, appliquant aux faits humains l'idée d'évolution, conclut à l'impossibilité du miracle et à l'équivalence de toutes les religions. Monseigneur **d'HULST** estimait donc qu'il fallait s'intéresser aux mêmes domaines de l'esprit que les intellectuels irreligieux, mais en changer les postulats de base. Il fallait à **d'HULST** une philosophie non-cartésienne, qu'un retour





Ci-dessus, Jean Baptiste de Lamarck qui formula en 1809 la théorie du transformisme, rejetant le dogme de la fixité des espèces. Ci-contre, Pierre Teilhard de Chardin qui parla, à propos du mécanisme de l'évolution, d'un "hasard dirigé" et d'un "gradualisme linéaire".

à **Thomas d'Aquin** lui procurait partiellement.

Le catholicisme français s'est, sous cette impulsion de **d'Hulst**, considérablement transformé. D'abord, il y eut le problème de l'évolution que les Catholiques finirent par accepter. La science comme la religion spéculaient, avant **DARWIN**, sur l'immutabilité des espèces. L'évolutionnisme impliquait, au contraire, un abandon des absolus et de l'objectivité (celle des dogmes fixistes). Un penseur catholique et conservateur, Albert **de LAPPARENT**, a cherché à sauver les piliers de la science classique et du christianisme traditionnel: la connaissance absolue, "l'objectivité", la vision newtonienne du monde physique. Cette entreprise s'est, on s'en doute, heurtée à bon nombre de difficultés. Le monde intellectuel catholique a alors adopté une autre stratégie: celle de la séparation radicale des sphères religieuse et scientifique. C'est l'axe fondamental de l'oeuvre de Pierre **DUHEM.** Classé "thomiste", **DUHEM** fut cependant vigoureusement attaqué par les gardiens de l'orthodoxie thomiste stricto sensu. Auteur d'une histoire de la philosophie, **PARODI** écrivit au sujet de **DUHEM:** "Il semble que la révolution des idées soit ici entière, radicale: par-delà trois siècles de mécanisme cartésien, par-delà la Renaissance, on s'aperçoit avec stupeur que ce physicien catholique (=**DUHEM**) nous ramène jusqu'à la doctrine scolastique des formes substantielles, jusqu'à la physique d'**Aristote** et de **Saint Thomas**" (1919).

Outre des études approfondies sur **de LAPPARENT** et **DUHEM**, l'auteur de **The Edge of Contingency. French Catholic Reaction to Scientific Change from Darwin to Duhem,** Harry **W. PAUL,** professeur d'histoire à l'Université de Floride à Gainesville (USA), brosse un panorama très détaillé de l'intelligence française du XIXème, face aux défis de la science.

La Weltanschauung religieuse et scientifique du clergé du XIXème siècle postulait la nécessité de l'hypothèse de Dieu pour expliquer la création, l'ordre et l'harmonie de l'univers, l'existence de la vie et, plus spécialement, l'unicité de l'homme. Par rapport au XVIIème siècle, où les philosophes chrétiens estimaient que la science avait généré une arrogance intellectuelle conduisant l'homme à préférer ses propres notions au verbe inspiré de Dieu, la philosophie cléricale va insister davantage sur l'ordre, l'organisation du monde et de la création, faits qui, selon son optique, ne peuvent être fruits du hasard.

Ainsi, Pierre **LECOMTE de NOüY** affirme que l'ordre de l'univers est incompréhensible sans l'hypothèse de Dieu et que la nouvelle science, dont l'objet est de "révéler" les structures profondes de cet ordre, est, finalement, en accord avec la vieille religion. En Allemagne, Max **PLANCK**, avant de développer sa théorie des quanta, et, en Angleterre, Alfred North **WHITEHEAD** pensaient que les progrès de la science allaient codifier les postulats de la religion et leur donner une assise plus solide.

Mais l'idée statique d'un ordre sera défiée par le darwinisme et la notion d'évolution. En effet, avec **DARWIN**, on passe d'une "histoire naturelle" orientée vers la taxonomie à une biologie évolutionniste basée sur le dynamisme et la causalité. L'intelligence cléricale ne pouvait, à cette époque, avaliser ce monde mouvant postulé par l'évolutionnisme darwinien. Elle a opté pour "l'hypothèse mosaïque", pour l'autorité des Ecritures. Le philosophe qui illustre parfaitement ces prises de position anti-évolutionnistes est Guillaume-René **MEIGNAN**, archevêque de Tours. Dans ses écrits, **MEIGNAN** réaffirme l'anthropologie biblique, l'unicité du genre humain et lance attaque sur attaque contre la vision darwinienne et la thèse de la pluralité des espèces humaines.

Par ailleurs, **MEIGNAN** accuse la philosophie des Lumières du XVIIIème siècle d'avoir ressuscité le matérialisme épicurien et s'insurge contre le fait que le XIXème siècle n'ait rejeté ces théories crues pour ne leur substituer qu'un "panthéisme sournois" dérivé de **GOETHE, SCHELLING** et surtout **HEGEL.** En matière scientifique, **MEIGNAN** se référera au biologiste suédois Carl **LINNE** qui, pourtant, avait été critiqué par l'Eglise pour avoir classé l'homme parmi les anthropomorphes.

Ce noyau doctrinal sera surtout véhiculé par la "Société Scientifique de Bruxelles" et les Instituts Catholiques de Paris et de Lille. L'Université Catholique de Louvain a, bien sûr, joué un rôle

non négligeable dans la diffusion de ces doctrines.

Le darwinisme était taxé d'absurdité car il faisait dériver le "parfait" du "non-parfait" ou, pire, du néant. Pour l'intelligence catholique, l'homme connaît Dieu et, de ce fait, se sépare radicalement des autres "règnes" (minéral, végétal et animal selon la classification de **de QUATREFAGES**). La science doit mener à cette "vérité" dont émane la révélation, la religion. L'intelligence catholique a visé une future symbiose entre science et religion, dont l'oeuvre de **TEILHARD de CHARDIN** constitue le fleuron. Mais pour arriver à cette symbiose, il fallait accepter bon nombre d'implications de l'évolutionnisme. Cette acceptation progressive sera le fait d'une nouvelle génération de philosophes catholiques.

Si l'anti-évolutionnisme catholique a d'abord occupé l'avant-scène des polémiques françaises, il existait parallèlement un évolutionnisme catholique. Celui-ci ne se manifestera ouvertement qu'à partir des années 1880. Le Comte **BEGOUëN** père, dans **La Création évolutive** (1879) avançait l'idée que le principe de création n'était pas incompatible avec la théorie de l'évolution. En tenant compte de ce courant de pensée, il est impossible de faire l'équation: pensée catholique = pensée anti-évolutionniste. Une fois de plus, la polémique à propos du darwinisme ne saurait être réduite à un schéma manichéen. Le "salon" de la famille Bégouën suggérait une voie médiane, affirmant la possibilité d'une évolution "dirigée" par Dieu. **BEGOUëN** père estimait que les bases de l'évolutionnisme se repèrent deja dans la Genèse et dans le "système mosaïque". Les Catholiques devront dès lors veiller à ne pas considérer l'évolution comme une force aveugle et brute mais comme l'action continue de la volonté divine, logique et rationnelle.

Un autre scientifique catholique, Denys **COCHIN**, affirmera qu'il existe une évolution partielle, limitée au monde vivant, mais que l'évolution "universelle" est un non-sens. **COCHIN**, en plus, se montre séduit par la croyance optimiste en un progrès indéfini qu'il rencontre chez **DARWIN**. C'est une aspiration continue, écrit-il, vers la perfection. Et il ajoute que si **DARWIN** nous offre des singes comme ancêtres, il nous promet que nous n'en auront pas comme enfants. **COCHIN** démontre aussi que le darwinisme n'exclut ni le principe de cause finale ni l'idée d'un Créateur et peut être interprété de façon à confirmer l'un et l'autre.

Le dominicain **LEROY** accepte l'évolutionnisme, tout en croyant aux "principes" des adeptes de la fixité des espèces, et reconnaît l'action constante de la divine Providence dans l'univers. L'émergence de l'âme humaine s'est perpétrée dans un corps **préparé**, au cours de l'évolution, à cet effet. Rome met les ouvrages de **LEROY** à l'index en 1895 ! Mais l'acceptation de l'idée d'évolution était acquise, au sein de l'intelligence catholique française. Le Professeur Harry W. **PAUL** nous dévoile toutes les méandres, toutes les étapes de ce télescopage de la théologie et de la biologie évolutionniste. Nous apprenons ainsi comment certaines théories organicistes et néo-vitalistes allemandes, dont celles de Hans **DRIESCH** (étudiées dès 1910 par Jacques **MARITAIN**) ont eu un impact dans la pensée catholique française (et donc belge francophone). **PAUL** évoque aussi l'oeuvre du Néerlandais **BUYTENDIJK** et les avatars catholiques du bergsonisme.

Son ouvrage est indispensable à qui veut saisir l'essence d'un XIXème siècle, finalement bien oublié de nos contemporains.

M.F.

Harry W. **PAUL**, **The Edge of Contingency. French Catholic Reaction to Scientific Change from Darwin to Duhem**, The University Presses of Florida (15 N.W. 15th Street / Gainesville, Florida 32.603), 1979, 213 p., US$ 15,00.



LES NEUF CAUSES DE LA CRISE...



Pendant deux décennies, depuis le début des années cinquante jusqu'aux années septante, les économies des pays industriels d'Occident et du Japon ont connu une croissance continue: le boom. Les destructions causées par la seconde guerre mondiale, l'expulsion de millions de personnes hors de leur patrie et l'énorme besoin en biens qui en a découlé d'une part, le bien-être croissant de plus larges catégories de la population, les innovations techniques dans le domaine des communications, l'émergence de l'industrie des loisirs d'autre part, ont été les incitants majeurs de cette haute conjoncture planétaire.

Quand le développement s'est interrompu en 1973 avec la première crise pétrolière, les experts et les hommes politiques ont tous cru que les taux de croissance négatifs et la montée du chômage constituaient l'une de ces récessions périodiques, typiques du système d'économie capitaliste. Ils espéraient que les vertus auto-curatives du marché ou les mesures pour favoriser la conjoncture, impliquant l'aide des fonds publics, allaient remettre l'économie mondiale sur pied. Après dix années de stagnation, les illusions se sont envolées.

Werner **MEYER-LARSEN**, chroniqueur au **Spiegel** (Hambourg) et spécialiste des questions économiques, énumère, dans son ouvrage **Ende der Nachfrage? Ursachen der Weltwirtschaftskrise**, les principales causes de la crise économique actuelle; elles sont au nombre de neuf:

1) La croyance en un mirage idéologico-philosophique, celui de la croissance infinie. Pour **MEYER-LARSEN**, l'infini, en ce domaine, n'existe pas. Mais toutes les idéologies économiques, véhiculées par les partis politiques et les systèmes religieux désuets, propagent dans la société ce mirage de l'infini, héritier de l'infinitude divine de la théologie. Appuyant sa démonstration sur les thèses de **ROSTOW**, **SCHUMPETER** et **KONDRATIEV** (e.a.), Werner **MEYER-LARSEN** critique le blocage mental qui dérive d'une fausse interprétation de l'histoire, interprétation messianique qui voit, dans les taux élevés de croissance, la preuve d'un **salut**, d'une récompense divine.

2) La faiblesse dans l'innovation avait déjà été prévue par **SCHUMPETER** qui estimait que les découvertes technique déterminaient la marche de l'économie. Elles étaient en étroite relation avec les cycles conjoncturels; la montée d'une nouvelle technique enclenche un processus nouveau, tandis que les techniques anciennes ne produisent plus ni bénéfices ni profit et que les entreprises basées sur ces anciennes techniques entrent en crise. C'est un processus redevenu très actuel: les anciennes structures industrielles (sidérurgie, etc.) n'offrent plus autant de potentialités que, par exemple, les micro-processeurs ou la bio-technologie. De plus, l'Europe n'investit que fort peu de capitaux dans les nouvelles technologies au contraire du Japon, de l'Asie du Sud-Est et des Etats-Unis.

3) Les capitaux sont rares: il y a peu ou il n'y a pas d'argent et trop de dettes. Les pays du Tiers-Monde ne peuvent plus payer leurs dettes. Le système bancaire occidental a investi à fonds perdus dans les pays du Tiers-Monde. Ces sommes colossales sont bloquées et manquent cruellement aux circuits conventionnels de capitaux. Cette situation engendre la hausse vertigineuse des taux d'intérêt; ce qui bloque davantage encore ceux qui font usage de crédits. Les machines économiques des nations tournent pour payer les intérêts, plus pour accroître la force industrielle et vitale des peuples.

4) La surproductivité découle de l'automatisation qui limite la quantité de travail salarié. L'automatisation postule donc une réorganisation du travail au sein de toutes les sociétés. Or cette réorganisation qui, selon **MEYER-LARSEN**, implique aussi une diminution du temps de travail voire un assouplissement des horaires, ne correspond pas aux schémas conceptuels du patronat actuel puisqu'elle exige la création d'un capital propre, quasi patrimonial. Nous vivons dès lors un paradoxe: celui d'une société intelligente sur le plan technique qui refuse de se donner une intelligence sociale adaptée aux mutations technologiques.

5) Les écoles néo-libérales condamnent les politiques sociales et les accusent de "provoquer des catastrophes en voulant le bien". Certes, les politiques sociales ont connu des abus flagrants et généré un "profitariat généralisé".

Elles ont pourtant fonctionné quand il y avait plein emploi et rentabilité maximale du travail presté. Mais ce "bonheur", ce "bien-être" planifiable ont dissous les solidarités spontanées et créé le grand anonymat actuel. Puisque les institutions étato-caritatives existaient, les solidarités naturelles n'étaient plus nécessaires. Dès lors, la notion même de solidarité s'est estompée et a disparu et les institutions d'aide sociale n'ont plus été sollicitées que par pur intérêt. Ainsi s'est instauré un esprit revendicateur aux conséquences pernicieuses. Malgré la crise économique et la stagnation, les revendications ont été satisfaites. De là, un déséquilibre qui a accentué le marasme.

6) La sixième cause de la crise, **MEYER-LARSEN** la perçoit dans le centralisme des politiques technologiques et énergétiques. Ce centralisme impose d'autorité ses conceptions et dispose de fonds quasi inépuisables. D'autres potentialités se voient ainsi refoulées.

7) La technostructure planétaire (**GALBRAITH**) étouffe les diversités et réduit ipso facto le marché de l'emploi par forte concentration. Mêmes chaînes d'hôtels, mêmes "boîtes à bouffe" (sic) d'Honolulu au Cap et du Cap à Oslo (Mac Donald, etc.). Finalement, l'industrie du charbon et de l'acier, la chimie, la construction automobile, la vente en masse de hamburgers sont concentrées dans les mains d'organisations gigantesques qui créent une "culture économique" universelle et sans racines. Les "gourous" de ces "politburos" marchands tablent sur des constantes anthropologiques sociétaires (et non communautaires) fixes, imperméables et insensibles à toute mutation. Non révolutionnaires mais médiocrement "évolutionnaires", ces fixismes bloquent le changement global de société dont nous avons un besoin urgent. Des milliards sont investis pour préserver l'emploi dans ces appareils atteints d'éléphantiasis. Ces appareils interdisent toute circulation normale des compétences et des talents en Occident.
L'innovation n'est pas une nécessité vitale pour ces firmes. L'intelligence leur est donc un défi.

8) Les économistes professionnels sont de "faux prophètes", écrit **MEYER-LARSEN**, qui refusent de reconnaître les vraies causes de la crise. C'est la fascination qu'exercent, sur eux, les dogmes économiques du passé...

9) Selon Werner **MEYER-LARSEN**, l'impérialisme militaire est un trop grand dévoreur de budgets.

Ces neuf facteurs de crise, doivent-ils nous faire conclure à une décadence irrémédiable ou à une phase transitoire difficile ? Ce dilemme est classique dans l'histoire du capitalisme. Lors des trois grandes crises (1879/1929/1979), on s'est posé cette question. Nous vivons peut-être une de ces crises périodiques du capitalisme. Quoi qu'il en soit, **MEYER-LARSEN** conclut: "La haute conjoncture des trois dernières décennies était plutôt une évolution économique anomale. Il s'agit aujourd'hui de prendre congé de la fiction d'une croissance infinie". Un livre d'actualité économique qui a le grand mérite de puiser aux sources des théories économiques non dogmatiques: **SCHUMPETER**, **JUGLAR**, **SOMBART**, etc. et de ne pas succomber aux séductions tapageuses du néo-libéralisme, plus publicitaire qu'intelligent.

G.C.

Werner **MEYER-LARSEN**, **Ende der Nachfrage ? Ursachen der Weltwirtschaftskrise**, C. Bertelsmann Verlag, München, 320 p., DM 34.



KURT von SCHLEICHER, DERNIER CHANCELIER DE WEIMAR



Le général Kurt von Schleicher.

En janvier 1983, la presse a évoqué le cinquantenaire de l'accession de **HITLER** au pouvoir. En juin 1984, celui de la "Nuit des Longs Couteaux" où **HITLER** élimina **ROEHM**, **STRASSER**, **JUNG** et le dernier chancelier de la République de Weimar, Kurt **von SCHLEICHER**. Jusqu'ici aucune biographie de ce personnage controversé n'avait été écrite. L'historien Friedrich-Karl **von PLEHWE** comble cette lacune. Les jugements portés sur **SCHLEICHER** divergent: louanges exagérées, médisance déplacée, glorification, suspicion de haute trahison, etc. Le qualificatif le plus communément attribué au général-chancelier fut celui d'"intrigant". Cinquante ans après sa mort, il convient de cerner avec la plus grande exactitude possible le rôle politique que **SCHLEICHER** a joué en cherchant à former une coalition contre **HITLER**, transcendant les clivages politiciens conventionnels.

Quel fut l'itinéraire de **SCHLEICHER**? En 1919, pour la première fois dans l'histoire militaire allemande, se crée un service "des affaires de politique intérieure et de politique militaire", le "Gruppe III", qui sera confié à **SCHLEICHER**. L'Allemagne de 1919 constituait, du point de vue militaire, un vide au centre de l'Europe. Réduite à 100.000 hommes, l'armée allemande aurait dû pouvoir disposer, selon le Général **von SEECKT**, commandant en chef de la Reichswehr, d'au moins 300.000 hommes pour défendre ses nouvelles frontières. **SCHLEICHER** devait, quant à lui, entretenir des relations suivies avec des fonctionnaires d'autres ministères et des représentants des partis politiques mais il évitait les communistes. D'où, si **SEECKT** souhaitait une armée imperméable à la politique, **SCHLEICHER** voulait éviter que la Reichswehr devienne "un Etat dans l'Etat". Les soldats ne devaient pas, selon lui, être coupés des réalités contemporaines. Les officiers devaient connaître les problèmes économiques et sociaux.

En politique extérieure, **von SEECKT** voulait une ouverture à l'Union Soviétique et une coopération étroite entre les états-majors de la Reichswehr et de l'Armée Rouge. **SCHLEICHER** avait quelques réticences à l'égard de l'orientation diplomatique de son supérieur hiérarchique. Il redoutait moins la France et estimait que toute collaboration avec les puissances occidentales n'était pas à exclure. Les plans de **SEECKT** impliquaient une politique dure et sans compromis vis-à-vis de la Pologne, puissance ennemie et de la Russie et de l'Allemagne; pour **SEECKT**, la Pologne est le pilier central de la politique française en Europe Orientale. Si une "guerre de sanction" contre l'Allemagne, menée conjointement par les Français et les Polonais, se déclarait, Varsovie devait savoir qu'elle aurait alors "les Russes dans le dos". Le pessimisme de **SEECKT** en ce qui concerne la France était juste: quatre mois après son rapport, les divisions françaises occupaient la Rhénanie et la Pologne ne bougeait pas.

Le chancelier **WIRTH** soutenait la position de **SEECKT**. **EBERT**, en revanche, restait plutôt sceptique. Pourtant, **SEECKT** ne voulait pas d'une alliance militaire formelle avec la Russie; il ne souhaitait qu'une collaboration militaire et industrielle, impliquant 1) la construction d'une usine aéronautique, d'une usine chimique produisant des gaz asphyxiants et d'une fabrique de munitions d'artillerie et 2) la création d'un centre de formation pour pilotes militaires allemands, d'une école pour l'utilisation militaire de gaz et d'une école de chars à Kazan. Ces institutions ont fonctionné sans heurts jusqu'en 1933.

Mais l'ère Rapallo n'a duré que de 1932 à 1924. Gustav **STRESEMANN**, qui prend alors la fonction de ministre des Affaires Etrangères, cherche la réconciliation avec l'Ouest, particulièrement avec la France. Pour ce faire, il s'efforcera de satisfaire les exigences françaises en matière de "réparations" et en matière de sécurité. C'est l'objectif majeur de l'"Erfüllungspolitik" (la politique qui vise à satisfaire les clauses de Versailles), qui sera combattue avec vigueur par les partis de droite et par les communistes. En somme, ce programme de **STRESEMANN** est diamétralement opposé à celui de **SEECKT**. **SCHLEICHER**, quant à lui, se montre disposé à accepter cette politique d'ouverture à l'Ouest, tant qu'elle ne nuit pas aux bonnes relations avec Moscou.

L'année 1924 est aussi celle du **Plan Dawes**. Charles **DAWES**, un financier américain, proposa à Londres de moduler le paiement par l'Allemagne des réparations imposées par Versailles. La modulation suggérée permettait à l'économie allemande de reprendre du souffle et donc, en fait, d'honorer plus facilement et plus sûrement ses dettes. Les communistes et les conservateurs (du **Deutsch-völkische Freiheits-**

partei/DVFP et du **Deutschnationale Volkspartei/DNVP)** rejettent le Plan Dawes comme un "second Versailles". Le DNVP conservait toutefois en son sein une minorité favorable au Plan. **SEECKT** et **SCHLEICHER** pensaient que seule l'acceptation du Plan Dawes éviterait une nouvelle dissolution du Reichstag. Depuis cette affaire, **SCHLEICHER** a été considéré comme faisant partie des politiciens favorables à l'Erfüllungspolitik.

La rupture entre les deux militaires s'accomplit lorsque **SEECKT** demande au lieutenant-colonel **SCHLEICHER** de soutenir sa candidature à la présidence de la République. **SCHLEICHER** pensait qu'aucune puissance étrangère n'accepterait **SEECKT** comme interlocuteur, l'Union Soviétique excepté. Entre-temps, **STRESEMANN** poursuit sa politique d'ouverture à l'Ouest. En automne 1925, les délégués britanniques, français, italiens, belges, polonais et tchèques rencontrent **STRESEMANN** à Locarno. Le traité de Locarno est signé le 1 décembre 1925 et suscite un vague de remous en Allemagne. Les "Deutschnationalen" rejettent le traité et quittent le gouvernement car ils refusent d'accepter l'abandon définitif de l'Alsace par l'Allemagne, la garantie par cinq puissances de la frontière franco-allemande et la démilitarisation de la Rhénanie. Cette politique occidentale n'exclut pas l'héritage de Rapallo; les relations amicales entre l'Allemagne et la Russie se poursuivent.

Les conceptions de **SEECKT** passeront progressivement à l'arrière-plan. L'armée se politisera de plus en plus sous l'impulsion de **SCHLEICHER** et finira par se noyer dans l'imbroglio politique de Weimar. C'eut été impossible avec **SEECKT**.

En février 1929, des experts internationaux se réunissent à Paris pour discuter des modalités d'une révision du Plan Dawes. C'est un banquier américain qui préside la conférence, Owen **YOUNG**. Dans l'affaire du "Plan Young" qui succéda à ces pourparlers, **SCHLEICHER** n'adopte aucune position tranchée. Adolf **HITLER**, en revanche, saisit l'occasion pour lancer son parti dans une lutte où l'enjeu, pour la majorité des Allemands, est clair: pas d'esclavage éternel ! Rien ne doit renforcer Versailles ! En conséquence, les bureaux d'information de la Reichswehr devaient désormais tenir compte du facteur NSDAP. Le parti de **HITLER** voulait que des mesures efficaces et concrètes pour la défense du pays soient prises et exaltait la figure du combattant mais, en même temps, manifestait une réserve marquée à l'égard de l'esprit de caste des officiers. **HITLER**, personnellement, affichait son mépris pour la direction d'une armée, complice d'un régime "pourri et méprisable". En somme, la NSDAP présentait un curieux mélange de thèmes positifs et négatifs pour les militaires. Le Général **GROENER**, devenu ministre de la Reichswehr, et **SCHLEICHER** décident en conséquence de demeurer vigilants à l'encontre d'éventuelles provocations national-socialistes. Tels étaient les rapports entre la Reichswehr et la NSDAP en 1929.

Représenté par douze députés, la NSDAP rejette, de concert avec les communistes et les "Deutschnationalen" de **HUGENBERG**, le Plan Young, prévoyant le paiement de 34,5 milliards de marks-or sur une période de 59 ans. L'Allemagne entre dans une période difficile. **SCHLEICHER** jouera un rôle de tout premier plan dans les intrigues, les bouleversements de cette époque troublée. La personnalité de **SCHLEICHER** reflétait un fatalisme étonnant rehaussé d'un zeste d'optimisme qui le poussait à accomplir ses actions, à faire et à défaire politiciens, chanceliers et ministres.

PLEHWE voit en **SCHLEICHER** la dernière chance de Weimar. Après avoir abandonné son protecteur **GROENER**, après avoir hissé **BRÜNING** au poste de chancelier pour ruiner ensuite son crédit auprès de **HINDENBURG**, après avoir fait gouverner **BRÜNING** avec un cabinet hétéroclite composé de "barons" et de technocrates sans appui populaire, après avoir misé sur **PAPEN** pour le laisser tomber, après avoir fait miroiter à **HITLER** le poste de chef de gouvernement et trahi cette promesse, **SCHLEICHER** a cherché à désagréger la social-démocratie en appuyant les syndicats contre l'appareil du parti et à rompre la cohésion de la NSDAP en s'alliant avec Gregor **STRASSER**. En tentant de monter contre **HITLER**, vainqueur incontesté des élections du 31 juillet 1932, un "front" regroupant syndicalistes socialistes et dissidents de la NSDAP, **SCHLEICHER** s'est attiré l'inimitié des nazis comme des sociaux-démocrates, tout en perdant la confiance des politiciens issus de son milieu militaire et aristocratique.

PLEHWE tente de justifier la politique de **SCHLEICHER**. Le plan du général-chancelier, selon l'historien britannique John W. **WHEELER-BENNET** (1), était de gouverner au moyen du fameux article 48 de la Constitution de Weimar qui permettait au Président du Reich de gouverner seul quand la "patrie était en danger". L'article 48 aurait, par la suite, été modifié de façon à imposer un gouvernement autoritaire et stable. **SCHLEICHER** voulait donc un régime présidentiel éloigné du "marais" démocratique et parlementaire. ce régime présidentiel serait appuyé par l'armée; éliminerait la social-démocratie de la vie politique; dissolverait le Parlement, le temps de rédiger une nouvelle constitution, prévoyant une représentation corporative et syndicale.

SCHLEICHER était d'abord décidé à réaliser ce projet avec l'aide des forces conservatrices, de la DNVP et de la NSDAP. Au sein de la NSDAP, il s'agissait de privilégier les éléments les plus conservateurs, de les faire entrer au gouvernement et de neutraliser les SA en les incluant dans la Reichswehr, ce qui les déliait de leur serment au "Führer". **HITLER** aurait été ainsi isolé et rendu inoffensif. Ce n'est qu'ultérieurement que **SCHLEICHER** tentera de s'appuyer sur la gauche.

En vue de réaliser ce projet, **SCHLEICHER** avait besoin d'un organe de presse. Dès 1929, il entre en contact avec Hans **ZEHRER**, éditeur de la revue **Die Tat**. Autour de **ZEHRER** gravitaient une demi-douzaine de collaborateurs, le **Tatkreis**. Ce groupuscule ne voulait adhérer à aucun parti politique et se bornait à contester le traité de Versailles et les institutions de la République de Weimar. Sur le plan théorique, le **Tatkreis** luttait contre le capitalisme, le libéralisme, prônait l'abolition du parlementarisme et la souveraineté inconditionnelle de l'Etat. **ZEHRER** se réfère à **SOREL**, **PARETO**, **SCHMITT**, **SOMBART**, **SPENGLER**, etc. Lui et ses amis voulaient instaurer une "démocratie nationale" quitte, pour ce faire, à passer par un interim dictatorial. **ZEHRER**, curieusement, vit en **SCHLEICHER** l'homme capable de réaliser ce programme Avec les fonds du ministère de la Reichswehr, **SCHLEICHER** finança la création d'un nouveau quotidien, le **Tägliche Rundschau**, dont **ZEHRER** devint le rédacteur en chef. En juillet 1932, cependant, **ZEHRER** critique férocement la nomination de **von PAPEN** à la chancellerie, favorisée par **SCHLEICHER**. **ZEHRER** accusait **von PAPEN** de vouloir gouverner sans l'assentiment populaire. **SCHLEICHER**, furieux, coupe aussitôt les fonds qui alimentaient le journal. Mais perd, en même temps, sa seule tribune dans la presse.

Les échecs successifs de **SCHLEICHER** en 1932 et en janvier 1933 donneront la victoire finale à **HITLER**. **SCHLEICHER** s'était finalement isolé, perdant les soutiens de **PAPEN**, pourtant décidé, lui aussi, à "neutraliser" le Führer de la NSDAP, et de **HINDENBURG** qui tenait le "caporal bohémien" en piètre estime. **PAPEN**, pour briser l'irrésistible ascension du nazisme, voulait organiser un coup d'Etat avec les 60.000 hommes de la police de Prusse. **SCHLEICHER** ridiculise ce projet et déclare que jamais les soldats de la Reichswehr ne tireraient sur le peuple. Après cela, **STRASSER** hésite, le syndicaliste **LEIPART** et le SPD **BREITSCHEID** retirent leurs épingles du jeu. **HINDENBURG** se lasse des changements d'attitude de **SCHLEICHER** qui, du coup, perd toutes ses chances. **PAPEN** est alors contraint de dialoguer avec **HITLER**. **FRANÇOIS-PONCET**, ambassadeur de France à Berlin, Ernst **NIEKISCH**, chef de file des "nationaux-bolchévistes" et l'historien anglais John W. **WHEELER-BENNET** écriront des mots très durs à propos de l'amateurisme et des intrigues de **SCHLEICHER**. Et pourtant, les idéaux, les fonctions, les itinéraires de ces trois hommes divergent considérablement. En juin 1934, lors de la purge sanglante qui élimina Ernst **ROEHM** et les principaux chefs de la SA, **HITLER**, **BORMANN** et **GOERING** se souviennent des fausses promesses de **SCHLEICHER**, vieilles de deux ans, et de sa tentative de rompre la cohésion de la NSDAP en se rapprochant de **STRASSER**. **SCHLEICHER** est assassiné.

Son erreur fut de vouloir une politique dictatoriale "centriste" alors que la crise de 1929 avait orienté les masses vers le radicalisme, les avait amené à vouloir un bouleversement total des structures sociales existantes. Au fond, les derniers mois de Weimar révèlent une lutte âpre entre plusieurs dictateurs potentiels, dont **SCHLEICHER** et **HITLER**. C'est ce dernier qui l'emportera. Les partis de gauche, et surtout la SPD, se voyaient sommés de choisir entre une dictature militaire classique, de tendance conservatrice, et une dictature d'un genre nouveau, celle de **HITLER**. Leur électorat a choisi

la NSDAP, à ses yeux plus "sociale". C'est sans doute ce qui explique les appels au calme lancé par les permanents de la SPD, le 30 janvier 1933 et le désintérêt des milieux de gauche pour l'attentat du 20 juillet 1944.

SCHLEICHER tué, la Reichswehr ne proteste même pas et le régime accuse le dernier chancelier de Weimar d'avoir entretenu des rapports suivis avec l'Etat-Major français et avec **FRANÇOIS-PONCET**. Celui-ci dément. Mais la propagande de **GOEBBELS** a pu interpréter à son profit 1) l'hostilité que, dix ans auparavant, **SCHLEICHER** manifestait à l'encontre des projets anti-occidentaux de **SEECKT** et 2) le jugement favorable qu'il portait sur le francophile **STRESEMANN**.

M.F.

Friedrich-Karl von **PLEHWE**, **Reichskanzler Kurt von Schleicher, Weimars letzte Chance gegen Hitler**, Bechtle Verlag, München, 1983, 351 p., DM 39.

(1) Cf. John W. ***WHEELER-BENNET, Die Nemesis der Macht. Die deutsche Armee in der Politik 1918-1945****, Band I, Athenäum/Droste, Königstein/Ts, 1981.*

LES THESES DE L'ARCHEOLOGUE JOSEF STRZYGOWSKI

Qui se souvient de Josef **STRZYGOWSKI** (1862-1941) ? Qui le connaît encore? Originaire de la Galicie austro-hongroise, germanophone, **STRZYGOWSKI** est un spécialiste de l'histoire de l'art dans l'Antiquité. Sa thèse la plus originale a été de réfuter le "point de vue humaniste centré sur l'espace méditerranéen". Professeur à Vienne, **STRZYGOWSKI** a eu l'occasion de défendre ses thèses en Grande-Bretagne, en Suède, en Finlande, aux Etats-Unis (à l'invitation de l'Université de Harvard) et à la Sorbonne à Paris, où séminaires et conférences furent, par la suite, organisées sur la base de ses recherches.

La thèse principale de **STRZYGOWSKI** est celle des trois "zones d'art" qui se partagent la planète. Ces trois zones ne sauraient être confondues. Il y a d'abord la zone "méditerranéenne" qui avait été plus ou moins la seule, au temps de **STRZYGOWSKI**, à avoir été étudiée à fond. Ensuite, il y a la zone équatoriale, avec l'Afrique et l'art de ses tribus noires, l'Océanie et l'Amérique du Sud. L'étude de cet art-là, l'époque coloniale l'a laissée à l'ethnographie. La troisième zone est la zone septentrionale. C'est celle qui a été la plus négligée par l'érudition.

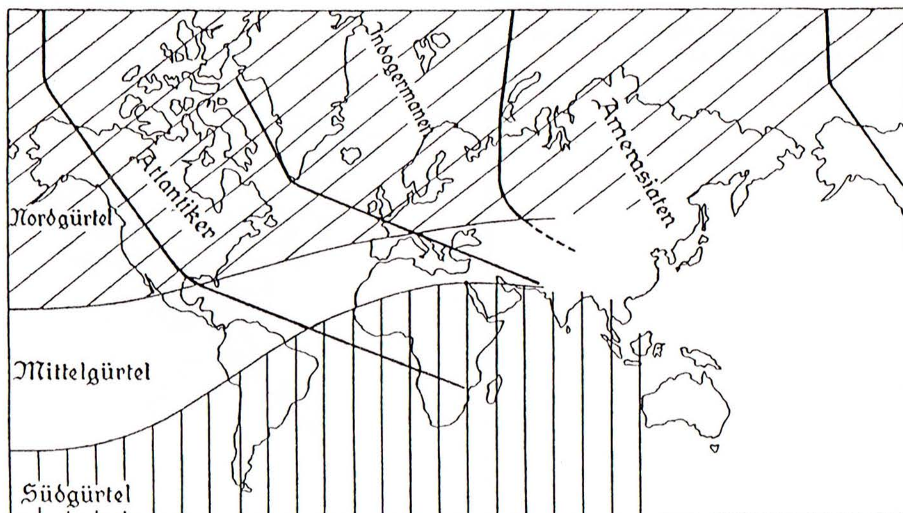
C'est la zone équatoriale, le "Sud" selon la terminologie adoptée par **STRZYGOWSKI**, qui est vraisemblablement la plus ancienne. Le climat tropical, équatorial, de cette région du globe n'a pas favorisé l'éclosion d'un habitat sophistiqué, protection contre les rigueurs du climat ailleurs dans le monde. L'habitat ne s'est pas révélé, là, nécessité de premier plan.

En revanche, l'art plastique des populations africaines et équatoriales révèle une extraordinaire constance depuis le paléolithique et nous dévoile des scènes de chasse, des sujets animaliers et de remarquables figures féminines en état de grossesse.

La zone septentrionale, en Eurasie, part des Alpes et s'étend à toute la plaine eurasiatique jusqu'au pôle. Elle englobe également l'Amérique du Nord. Contrairement aux habitants du "Sud" tropical et équatorial, ceux du Nord doivent affronter un climat rigoureux qui exige le port de vêtements et la construction d'habitations de bois, matériel "organique" soumis aux vicissitudes destructrices du climat et laissant peu de traces pour l'archéologie. **STRZYGOWSKI** constate l'absence de représentations humaines dans cet art. Pour cette zone septentrionale, l'art n'est jamais une simple imitation de la nature mais une perpétuation de la création au départ d'une identité spécifique. L'art ne dévoile pas un monde fait de pure extériorité mais un monde issu de la représentation, passé par l'intermédiaire d'une intelligence qui reconnait les lois du cosmos.

De là découle une conception de la liberté où l'homme demeure créateur tant qu'aucune puissance coercitive n'intervient. La zone du "milieu", méditerranéenne, ne révèle pas un art qui est dialogue entre l'homme et la nature (ou, plutôt, le cosmos); elle est l'art de "l'homme de puissance" **(Machtmensch)**. Un type humain qui exerce son autorité sur des serviteurs ou des croyants et croit pouvoir soumettre la nature à sa volonté. Dans toute l'histoire de l'art, seul cet art a été considéré comme art "supérieur". C'est l'art de Rome, de l'Eglise Catholique, etc.

STRZYGOWSKI veut découvrir cet art septentrional qu'il divise en trois grands courants (cf. carte). D'abord, le courant **indo-européen** (indogermanisch selon la terminologie allemande), où l'homme n'est pas le centre de la création mais en constitue une part infime et modeste. L'art du début du christianisme, écrit **STRZYGOWSKI**, montre encore ce souci d'inclure les scènes humaines et religieuses dans un décor animalier, fantasmagorique, géométrique ou végétal.



Cette carte, extraite du livre de Josef Strzygowski, ***Aufgang des Nordens****, nous montre les trois grandes zones du globe où naissent trois types d'art bien différenciés: le Sud, le Milieu et le Nord. Négligé par la recherche, le Nord, que veut réhabiliter Strzygowski, se subdivise à son tour en trois courants: l'Indo-européen, l'atlantique et l'amérasiatique.*

L'art de l'Arménie et de l'Iran anciens constitue un exemple très frappant, presque idéaltypique, de cette attitude devant le cosmos. Le christianisme en tant que doctrine, que système philosophique va encourager un abandon de cette harmonie cosmique. En revanche, l'Islam va puiser dans la tradition vieille-iranienne et produire, en dehors du domaine artistique, une pensée mystique, proche, en maints aspects, du mysticisme "panthéiste" d'un **Meister ECKEHART** ou d'un **RUUSBROEC**.

Ensuite, il y a le courant **atlantique** qui, selon **STRZYGOWSKI**, aurait donné naissance, après quelques avatars, à la **Machtkunst** (l'art de puissance). Et, enfin, le courant **amérasiatique**.

La thèse globale de **STRZYGOWSKI** est une sorte de théorie diffusionniste. Ce serait à partir de l'Iran que l'art de la Méditerrannée (le vrai, pas celui qui exalte une puissance arrogante et illégitime) aurait été influencé. Mais l'Iran de **STRZYGOWSKI** combine les traditions les plus anciennes de la steppe et des Indo-Européens, héritiers d'immigrants anciens venus d'Europe après avoir transité dans la steppe. Mais cette matrice septentrionale s'est tarie en Occident depuis Charlemagne et depuis la Renaissance. Les élites ont été fascinées par la **Machtkunst**, par l'esprit autoritaire "anorganique" qui s'en dégageait.

STRZYGOWSKI nous propose donc une dynamique, une dialectique de l'histoire de l'art qui réhabilite l'art du Nord de l'Europe, celui de la steppe (Scythes, Sarmates, etc.) et celui de l'Iran Ancien, où le respect de la nature est omniprésent. Il y a là matière à réflexion.

G.C.

Josef **STRZYGOWSKI**, **Aufgang des Nordens, Lebenskampf eines Kunstforschers um ein deutsches Weltbild**, Faksimile-Verlag (Postfach 10 14 20, D-2800 Bremen 1), Bremen, 1983 (Reprint), 138 p., 20 ill., 17,50 DM.

VOULOIR

Supplément bibliographique **mensuel** à la revue **ORIENTATIONS**.
N°8 AOUT-SEPTEMBRE 1984.
Prix: 50FB-7FF-2FS-2,50DM-1800Lire-1,25 $ Canadien.



pour s'abonner

L'abonnement à **VOULOIR** coûte 350 francs belges à verser au compte BBL n°310-0049870-01 de Robert Steuckers. Pour la France, les paiements s'effectuent par **mandats postaux internationaux** exclusivement. Pour l'Allemagne, la Suisse et l'Italie, par mandats postaux ou par euro-chèques.
Les mandats postaux doivent être adressés à la fois à la revue et à R. Steuckers.

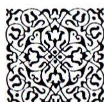
L'abonnement donne droit à 12 numéros de **VOULOIR**. Ce supplément à la revue **ORIENTATIONS** paraîtra dix fois par an.

Il est désormais possible de s'abonner à la revue **ORIENTATIONS**. Pour quatre numéros et 12 numéros de **VOULOIR**, le prix s'élève à 800 francs belges (ou 125 francs français). Ceux qui ont déjà versé leur abonnement à **VOULOIR** et souhaitent prendre un abonnement à **ORIENTATIONS** devront suppléer 450 francs belges (ou 75 FF).

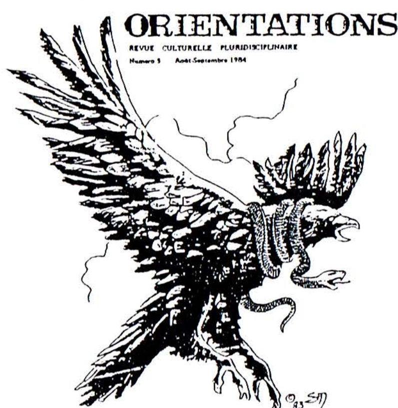
Abonnements de soutien à **VOULOIR** (donnant droit à deux numéros de chaque livraisons): 500 fb (ou 75 FF, 25 DM, 20 FS). Donnant droit à trois numéros de chaque livraison: 600 FB (ou 85 FF, 30 DM, 24 FS).

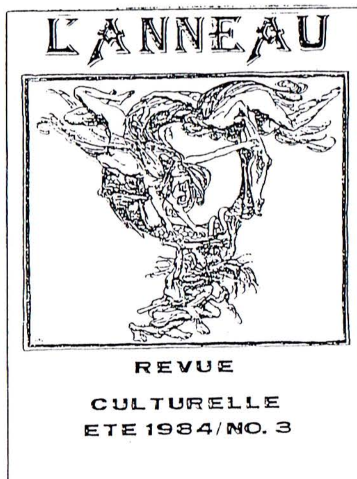
Notre adresse:

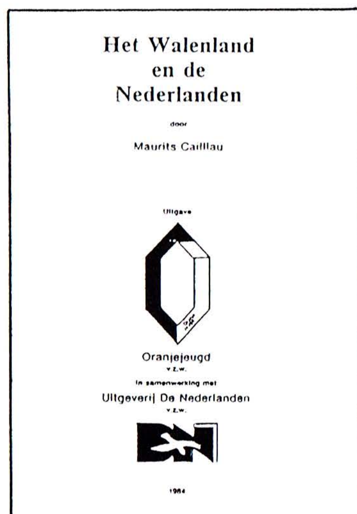
ORIENTATIONS/
E.R.O.E.-E.K.S.O.,
BPB n°41,
B-1970 WEZEMBEEK-OPPEM.



Editeur responsable: Robert Steuckers, BPB N°41, B-1970 Wezembeek-Oppem.







Un livre d'économie à lire impérativement: Paul **LAMATSCH**, Alfred **KRAUT**, **Die Wirtschaft in der Krise, Analyse und Ausweg**. Prix: 420 FB ou 65 FF.

Que ceux qui ne sont pas encore procuré le dernier numéros d'**Eléments** se dépêchent ! Le thème central en est **L'argent**. En outre, vous savourerez **Michael Jackson, chanteur de l'Occident**, par Guillaume **FAYE**, **Jacques Laurent et Michel Déon en Stendhalie**, par Patrick **PARMENT**, **Les fondements de l'éthologie**, par G. **FAYE**, **Sur le libéralisme**, par S.Chr. **KOLM** et **Helmut Schelsky**, par Alain **de BENOIST** !
Prix de ce numéro: 140 FB.

SERVICE LIBRAIRIE

Le numéro cinq d'Orientations est sorti de presse !
Au sommaire de ce numéro (150 FB):
1) Critique du système occidental, par Guillaume **FAYE**. Guillaume **FAYE** critique tous les aspects négatifs de la société occidentale, dont le "psychisme paresseux", le fétichisme bibliste, la pseudo-culture des jeunes, etc. 2) L'occident, concept polémique, par Robert **STEUCKERS**. 3) La notion d'Ernstfall, par Robert **STEUCKERS**. 4) Repères pour une histoire alternative de l'économie, par Robert **STEUCKERS**. 5) Friedrich List, une alternative au libéralisme, par Thierry **MUDRY**. 6) Contestation du libre-échangisme, par Guillaume **FAYE**. 7) Les objectifs politiques et géopolitiques de l'autarcie européenne, par Guillaume **FAYE**. 8) Nationalisme et démocratie au XIXème siècle, par Ange **SAMPIERU**. 9) 1870: Considérations intempestives, par Ange **SAMPIERU**. 10) La notion de "Volk" dans l'idéologie allemande, par Thierry **MUDRY**. 11) Kladderadatsch, histoire d'une revue satirique berlinoise, par Luc **NANNENS**.

Le numéro trois de L'Anneau est également sorti de presse !
Au sommaire de ce numéro (120 FB):
1) L'ère des années décisives, par Pierre **KREBS**. 2) Le "Mal" dans la cosmogonie de Tolkien, par Ralf **Van den HAUTE**. 3) Héritage européen (IIème partie), par Janus **MEERBOSCH**. 3) Où va la révolution ?, par Luca **NICCHI**. 5) Beowulf, par Julienne **MARTENS-MALENGREAU**. 6) La fonction des runes, par Gérard **THIEMMONGE**.

Une brochure à lire impérativement (Cf. la recension de Serge **HERREMANS** dans ce numéro de Vouloir): **Het Walenland en de Nederlanden**, par Maurits **CAILLIAU**. Parmi les chapitres de cet ouvrage: Belgische begripsverwarring, Gemeenschappelijk verleden, Rijkdom der verscheidenheid, De emmigratie in cijfers, Lotsverbondenheid, Historische terugblik, De Belgische revolutie: 1830, Beknopte bibliografie, etc.
Prix de la brochure: 100 FB + 20 FB de frais de port.

Le numéro six de Mjöllnir, la revue de l'Orde der Eeuwige Wederkeer est également disponible !
Au sommaire du numéro:
De levensreligie van Nietzsche, De Völundsage (H.J. **VERWEYEN**), Aardes Levend Lichaam (Mellie **UYLDERT**), Het Nibelungenepos (Klara **D'HULSTER**), Vrijmetselarij: Kwaal of Geluk (Koenraad **LOGGHE**), Richard Wagner (Geert **LOGGHE**), etc.
Prix de ce numéro: 100 FB + 20 FB de frais de port.

Pour les amateurs de raretés bibliographiques:
Georges **OLTRAMARE**, **Les souvenirs nous vengent**, Genève, 1956.
Dans ce recueil de souvenirs, l'ancien chef du mouvement nationaliste suisse évoque Léon Daudet, Léon Degrelle, Céline, Otto Abetz, son tête à tête avec Mussolini, l'armistice, le Paris occupé, la libération, "Sigmaringen ou le Coblence des purotins", Albert Paraz, Robert Le Vigan, Henri de Keyserling, Abel Bonnard, Raoul Follereau, Gonzague de Reynold, etc.
Prix de ce livre: 250 FB port compris.